

MORT DE NAHEL

À Strasbourg, 300 manifestants contre « les violences policières »

À l'appel d'un collectif d'organisations de gauche, près de 300 citoyens ont manifesté samedi matin dans la métropole alsacienne pour réclamer une réforme en profondeur de la police nationale ainsi qu'un grand plan d'investissement pour l'école, le logement, les transports et l'emploi.

Dix jours après la mort de Nahel, 17 ans, tué par balle à Nanterre après un refus d'obtempérer, et trois jours après la fin des troubles qui ont embrasé les quartiers dans un grand nombre de villes, près de 300 personnes ont participé samedi matin à Strasbourg à la marche citoyenne organisée dans le cadre de l'appel lancé par le collectif national, « Notre pays est en deuil et en colère », qui réunit plus de 90 organisations classées à gauche.

Partis de la place de la République vers 10 h 30, le cortège a défilé jusqu'à la place de la Bourse en prenant bien soin d'éviter de passer par les rues de la Grande île, secteur qui avait été interdit à toute manifestation par un arrêté préfectoral publié la veille.

Plusieurs élus locaux strasbourgeois et schilickoïsis, ainsi que les députés strasbourgeois Sandra Regol (EELV) et Emmanuel Fernandes (LFI), avaient



Les manifestants strasbourgeois ont notamment exigé l'abrogation de la loi de 2017 sur l'usage des armes à feu par les policiers. Photo DNA/Laurent RÉA

pris place derrière la banderole de tête. Celle-ci résumait en deux mots l'objet de leur mobilisation : d'une part partager le deuil avec les proches du jeune Nahel, d'autre part exprimer leur colère contre les violences policières. Ce que les manifestants ne se sont pas privés par ailleurs de clamer haut et fort en reprenant des slogans tels que « justice nulle part, police partout », « police nationale, milice du capital »,

« justice pour Nahel », « Zyed, Bouna, Nahel et Adama, on n'oublie pas, on pardonne pas », etc.

L'absence dans le cortège de jeunes issus des quartiers populaires n'a pas échappé aux organisateurs. « Cela nous interpelle car elle témoigne de leur éloignement ou de leur défiance par rapport au gouvernement et aux institutions de la République », estime Benjamin, le porte-parole

local des Jeunes insoumis.

« Une situation qui ne peut plus durer ! »

La manifestation, discrètement encadrée par la police, s'est achevée vers midi après que plusieurs orateurs, parmi lesquels des représentants du NPA, du PCF, d'Attac Strasbourg et d'Alternati-ba Strasbourg, ont pris la parole pour dénoncer « une situation

qui ne peut plus durer ! ». « Il ne peut y avoir d'apaisement si le gouvernement ne répond pas aux revendications légitimes de la population, de la jeunesse et des quartiers populaires. Il ne peut y avoir d'apaisement sans justice sociale, sans respect des libertés démocratiques et sans qu'il soit mis fin aux violences policières », a notamment martelé Géraldine Delaye, secrétaire de la FSU du Bas-Rhin, au nom des syndicats FSU, CGT et Solidaires.

« Il y a eu 16 morts en 18 mois en France suite à des refus d'obtempérer contre un seul en Allemagne. Il n'est pas acceptable en démocratie que l'on cible une partie de la population en raison de ses origines. Il y a un problème systémique dans la police par rapport au racisme. C'est l'ONU qui le dit en exhortant la police française à changer ses méthodes », a également souligné Emmanuel Fernandes.

Tous ont appelé le gouvernement à abroger la loi de 2017 assouplissant les règles en matière d'usage des armes à feu par la police, à embaucher massivement des éducateurs et éducatrices de prévention, à réformer en profondeur la police et à lancer un grand plan d'investissement pour l'école, les transports, le logement et l'emploi.

X.T.